

Suivi Hebdomadaire

Perspectives Économiques et Financières

24 février 2020

Rédacteurs

Gestion
Recherche Economique

L'ombre et la proie



[Écoutez le podcast](#)

L'heure des comptes a sonné. A l'issue de la publication des résultats annuels 2019 qui donneront lieu à des propositions de versement de dividendes aux actionnaires en 2020, nous pouvons nous arrêter sur ce qui constitue l'essence de la rémunération d'une valeur mobilière sur le long terme. Le dividende représente en effet le partage des fruits du risque pris par les propriétaires d'une entreprise après en avoir mis une partie en réserve pour des temps plus difficiles ou pour des investissements reportés.

Ainsi, depuis 2008, la masse des dividendes distribués sur les 50 premières sociétés de la zone euro s'est accrue de 25%. Cette hausse est à mettre à la lumière de la progression cumulée des bénéfices de ces mêmes valeurs de 15% sur 12 ans (y compris le creux des bénéfices 2009 et dividendes 2010). Le taux de distribution est resté assez stable sur la période à hauteur de 62%. On notera que cette augmentation des dividendes s'est accompagnée d'une baisse du prix de l'indice Eurostoxx50 de 15% depuis début 2008

Sur le plan sectoriel, la masse des dividendes versés a pour premiers contributeurs les secteurs de la finance, la consommation discrétionnaire et la consommation de base. Il faut souligner que le secteur de la finance n'a pas vu croître ces versements sur la durée même s'il demeure le premier distributeur de revenus mobiliers. En revanche, les secteurs des matériaux et de l'industrie enregistrent les plus fortes variations positives avec des croissances depuis 2008 de 135% et 123% respectivement des bénéfices distribués.

Toutefois, le rendement des actions n'a pas été ces dernières années une thématique porteuse malgré les taux d'intérêt bas, au bénéfice de celle de la recherche de croissance des chiffres d'affaires. Il est vrai que ces valeurs à dividende conséquent sont souvent davantage dépendantes de l'environnement politique et géopolitique, et de décisions réglementaires. Notre fonds Covea Actions Rendement fait pourtant le pari de ce critère de sélection, gage d'une maturité pérenne de modèle industriel et financier. Certains préféreront en effet la certitude d'un rendement du dividende assuré à celui d'une hypothétique croissance des bénéfices futurs.

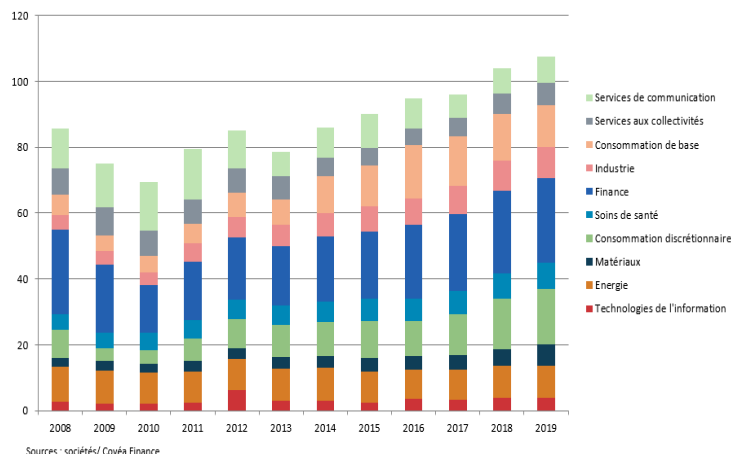
Sommaire

Suivi des marchés p2
Marchés obligataires
Marchés des changes
Marchés actions

Suivi macroéconomique p3
Etats-Unis
Europe
Asie

Tableaux synthétiques p7
Indicateurs macro
Indicateurs de marchés

Dividendes en masse des 50 premières capitalisations de la Zone euro en Mds €



« ... depuis 2008, la masse des dividendes distribués sur les 50 premières sociétés de la zone euro s'est accrue de 25%... »

Sources : sociétés/Covea Finance

Suivi des Marchés

Obligataires

Sur les marchés obligataires les rendements sont en forte baisse impactés par la propagation du Coronavirus en Asie et Europe ainsi que l'apparition des premiers impacts sur l'activité économique. Aux Etats-Unis, le taux à 10 ans chute de 11 points de base (pbs) sur la semaine à 1,47%, proche du point bas historique de 1,36% touché en juillet 2016. Sur le marché monétaire américain, les liquidités apportées par la Fed à travers les achats de bons du Trésor et les liquidités offertes sur le marché du repo se réduisent à 401Mds\$ contre 426Mds\$ il y a une semaine. En Zone Euro, la dynamique est identique avec des taux de rendement en forte baisse. Les taux à 10 ans chutent de 3pbs à -0,43% en Allemagne, 5pbs à -0,20% en France, 7pbs à 0,22% en Espagne. L'Italie, davantage touchée par le Coronavirus, sous-performe avec une baisse du taux à 10 ans de 1pb uniquement à 0,91% .

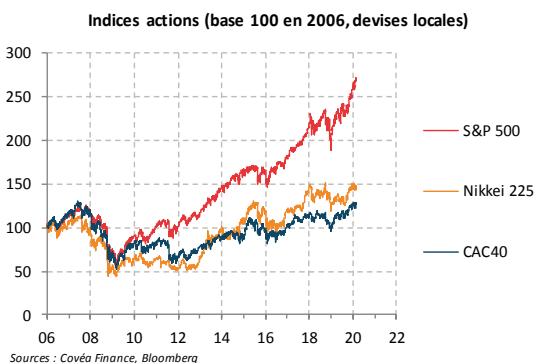
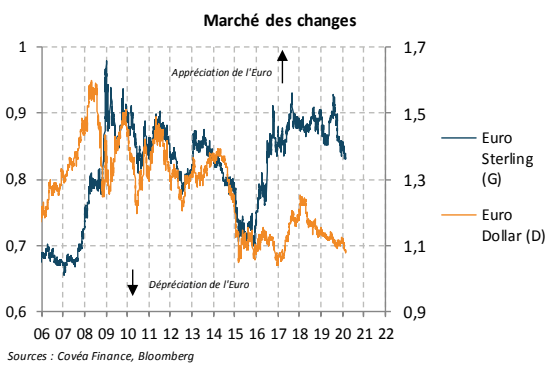
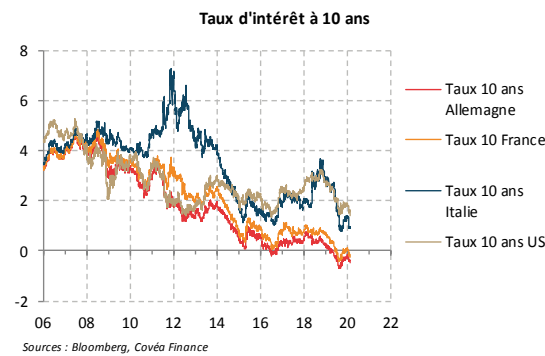
Changes

L'Euro se contracte de -0,9% sur la semaine face au Dollar à 1,084 Dollar pour un Euro. Face au Sterling, la monnaie européenne baisse de -2% à 0,832 Sterling pour un Euro. Enfin, l'Euro recule de -1% face au Yen à 119 Yens pour un Euro.

Actions

Les marchés actions européens sont en recul de 1.0% sur la semaine à l'image de l'indice MSCI EMU (Union Economique et Monétaire). D'un point de vue sectoriel, les performances sont largement influencées par les perturbations liées au Covid-19 et

aux publications de résultats impactant favorablement les secteurs des services aux collectivités (+2,4%) et les services de communication (+1,4%). En bas de tableau, les secteurs de la finance (-2,5%) et de l'énergie (-2,3%) ferment la marche pénalisés respectivement par les perturbations d'approvisionnement liées au coronavirus et la faiblesse des prix du brut. Par ailleurs, le MSCI Europe (-0,6%) résiste plus que l'indice des petites et moyennes valeurs MSCI EMU Small Cap (-0,8%). Depuis le début de l'année, le MSCI EMU Small Cap réalise une performance de 3,1% en avance par rapport au MSCI Europe (+2,6%) et au MSCI (+2,5%).



Semaine baissière en Asie, avec toujours l'impact négatif potentiel de l'épidémie sur les processus de production. Du côté des meilleurs performeurs, l'Indonésie se comporte bien sur la semaine suite à une baisse des impôts sur les sociétés. L'Australie continue de surperformer grâce à l'importance de son secteur santé, refuge dans le contexte actuel. L'Inde est également épargnée de par le caractère très domestique de son économie. La Chine tient avec un nouveau train de mesures de soutien à l'activité annoncé, notamment l'abaissement des taux MLF et LPR. A l'inverse, la Corée souffre fortement, de par son biais technologique ainsi que la forte augmentation du nombre de cas avérés dans le pays. La Thaïlande continue de baisser dans ce contexte très défavorable au tourisme.

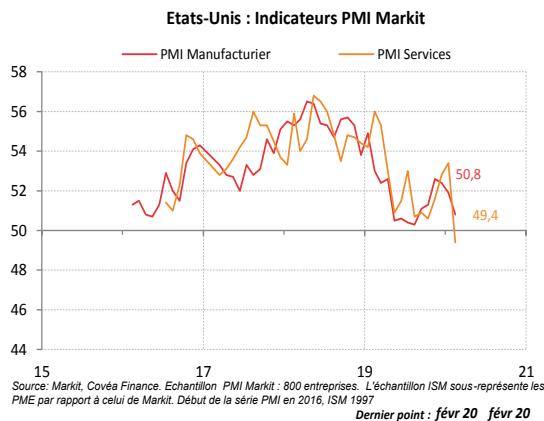
Aux Etats Unis le S&P 500 accuse un repli dans un mouvement défensif qui se matérialise par une surperformance de l'immobilier et des services aux collectivités. A l'inverse l'énergie sous-performe assez largement en conséquence de craintes de ralentissement de la demande mondiale. Enfin, et après plusieurs mois de hausse, la technologie baisse fortement. Notons quelques alertes notamment de la part d'Apple quant aux conséquences du virus sur les ventes et les chaînes d'assemblage en Chine, ainsi que la réflexion menée du côté du département américain : les fournisseurs de Huawei pourraient se voir bridés dans leur utilisation de brevets, d'équipements ou de composants d'origine américaine, avec un passage de 25% à 10% de contenu américain dans la valeur totale. Réponse concernant la décision finale de mise en application ou non le 28 février.

Suivi Macroéconomique

États-Unis

« Nette dégradation des indicateurs PMI en février »

Les premiers indicateurs d'enquête publiés pour le mois de février ont été particulièrement contrastés cette semaine. L'indice manufacturier régional de la Fed de Philadelphie a enregistré une hausse exceptionnelle, passant de 17 à 36,7, soit un nouveau point haut depuis février 2017. L'indice de la Fed de New York (Empire State Manufacturing) connaît une

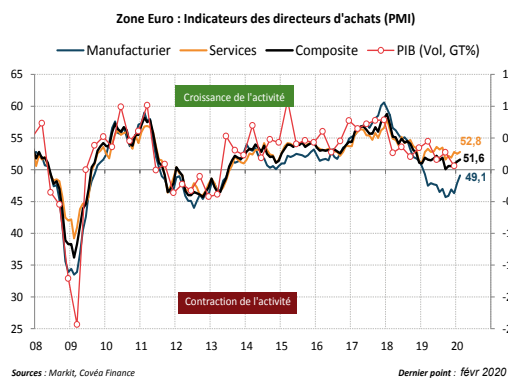


dynamique similaire et s'établit à 12,9 après 4,8 en janvier. Les sous-composantes des deux enquêtes montrent une forte progression des commandes dans le secteur manufacturier, ce qui peut surprendre dans le contexte actuel d'arrêt de la production du 737 Max chez Boeing et de craintes liées au coronavirus. A rebours des indicateurs régionaux, l'enquête PMI de Markit menée au niveau national fait état d'une modération de la croissance de l'activité dans le secteur manufacturier (50,8 contre 51,9 en janvier). Dans les services, l'indice s'établit pour la première fois en 4 ans sous le seuil de 50 séparant croissance et contraction de l'activité (49,6). Selon Markit, cette détérioration est en partie liée à l'épidémie de coronavirus (voyages, tourisme), mais également à une plus grande prudence des entreprises à l'approche des élections. Dans l'immobilier, les mises en chantier et les permis de construire de janvier confirment le dynamisme du secteur de la construction résidentielle en ce début d'année.

Sur le plan monétaire, les minutes de la réunion de politique monétaire de janvier ont confirmé que le rythme d'achat de T-Bills (60 Mds\$ par mois) pourrait être réduit au T2 2020. Concernant la revue stratégique, les membres du comité ont échangé autour de la communication sur la cible d'inflation. La possibilité de passer à une fourchette cible a été évoquée, mais aucune décision n'a été prise. Les résultats de cette revue devraient être communiqués à la mi-année.

Europe

« Le climat des affaires s'améliore dans l'industrie mais des signes de perturbations liées au coronavirus apparaissent »



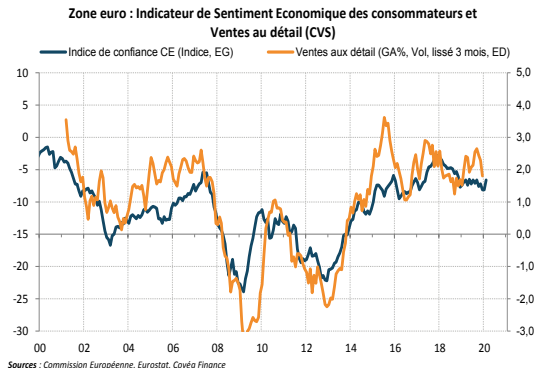
En Zone euro, la semaine a été marquée par la publication de plusieurs indicateurs de confiance. En Zone euro, le léger regain de l'activité qui s'est dessiné en janvier s'est poursuivi en février. Selon l'estimation préliminaire, l'indicateur de climat des affaires des directeurs d'achat (PMI) composite atteint 51,6 (contre 51,3 en janvier). Cette croissance s'est d'abord appuyée sur le secteur des services (PMI à 52,8 en février), qui a poursuivi son expansion. **En dépit des perturbations liées au Covid-19, le secteur manufacturier a également continué de montrer des signes de stabilisation.** Ainsi, l'indice PMI Manufacturier se redresse pour atteindre 49,1 (47,9 en janvier), un plus haut en 12 mois. La production est demeurée en repli mais a vu son rythme de contraction ralentir. Les nouvelles commandes ont par ailleurs enregistré leur plus faible baisse depuis novembre 2018, la meilleure orientation de la demande domestique ayant compensé le ralentissement des commandes à l'export. Bien que,

sur le mois, le secteur ait enregistré une amélioration de l'ensemble des sous-composantes, l'augmentation du PMI Manufacturier doit être relativisée. En effet, la sous-composante délai de livraison indique une forte augmentation des temps d'attente et contribue à la hausse de l'indice. En temps normal, cette augmentation traduit une accélération de l'activité, mais elle pourrait ici refléter les effets de l'épidémie de coronavirus sur les chaînes de production mondiale. **En mars, la perturbation des chaînes de valeur mondiales et des flux touristiques risque donc d'affecter l'activité du secteur privé en Zone euro.** Par pays, la situation apparaît hétérogène. Le PMI Manufacturier progresse nettement en Allemagne et atteint 47,8 (45,3 en janvier), un plus haut depuis un an. En revanche, il recule en France et passe sous la barre des 50 pour la première fois depuis six mois (49,7). Du côté des services, le PMI Service recule en Allemagne (53,3) mais progresse en France (52,6), après une baisse liée aux grèves.

Après s'être légèrement replié sur la fin d'année, **l'indice de confiance des consommateurs de la Commission européenne s'est amélioré au mois de février pour atteindre -6,6, dans la borne haute de la fourchette dans laquelle il oscille depuis début 2019.** Au cours des derniers mois, les mouvements sociaux en France ont introduit de la volatilité dans cette statistique. Quoi qu'il en soit, la confiance des consommateurs demeure sur un niveau historiquement

Suivi Macroéconomique

élevé. Cette bonne tenue de la confiance ne s'est toutefois pas nécessairement traduite dans les chiffres de consommation au quatrième trimestre, ce qui pourrait refléter une hausse du taux d'épargne.



D'après son estimation finale, l'inflation a atteint 1,4% en janvier (+0,1 pp par rapport à décembre) en Zone euro. Cette progression s'explique surtout par la progression de l'inflation énergétique à 1,9% (+1,7pp), et en particulier des carburants, alors que l'inflation sous-jacente a ralenti à 1,1% (-0,2pp) en Zone euro (et surtout en Allemagne, -0,5pp). Ce déclin serait principalement associé aux prix des vêtements, du transport ferroviaire (en lien avec la politique environnementale allemande) et de l'assurance. L'inflation a atteint 1,6% en Allemagne (+0,1pp), 1,7% en France (+0,1pp), 0,4% en Italie (-0,1pp) et 1,1% en Espagne (+0,3pp).

Les minutes de la dernière réunion de politique monétaire de la BCE confirment une position attentiste. En effet, le rythme actuel de la politique monétaire ferait consensus parmi les membres du conseil. Les

conclusions de la réunion font état d'un contexte toujours dégradé avec d'importants risques baissiers mais soulignent toutefois une amélioration des perspectives visible dans les enquêtes. Cette réunion a eu lieu les 22 et 23 janvier et n'intègre donc ni la menace du coronavirus ni les chiffres décevants de la production manufacturière du T4 2019. Aucun élément nouveau n'a été communiqué concernant la revue stratégique de la banque centrale.

Côté politique, de nouvelles tensions ont émergé au sein du gouvernement de coalition italien. M. Renzi, chef du parti Italia Viva (IV), s'est ouvertement opposé à une réforme légale portant sur le régime de prescription avancée par le mouvement 5 étoiles. Au cours des débats parlementaires, il a mis au défi le Premier ministre G. Conte d'éjecter Italia Viva (IV) de la coalition. Il a également menacé de présenter une motion de défiance à l'encontre du ministre de la Justice issu du mouvement 5 étoiles en cas de maintien de la réforme. Si IV est clairement minoritaire au sein de la coalition, son départ coûterait au gouvernement sa majorité au Sénat. Toutefois, aucun membre de la coalition n'a intérêt à déclencher une crise politique et une élection anticipée alors que l'extrême droite de M. Salvini demeure en tête des sondages.

Les dirigeants des pays de l'Union Européenne ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur le montant du cadre financier pluriannuel 2021-2027. Plusieurs états du Nord de l'Europe (Allemagne, Autriche, Danemark, Pays-Bas et Suède) souhaitent limiter le budget européen à 1,0% du RNB, en dessous de la proposition de la Commission Européenne (1,11%) et de celle du conseil de l'UE (1,07%). La question centrale posée par ces négociations concerne la part des fonds du Royaume-Uni qui sera remplacée par une contribution supplémentaire d'autres pays en fonction des postes de dépenses.

Au **Royaume-Uni, le climat des affaires dans le secteur manufacturier progresse en février en dépit des perturbations liées au coronavirus.** Selon l'estimation préliminaire, le PMI Manufacturier atteint 51,9 au mois de février (contre 50 en janvier), un plus haut depuis 10 mois. Le PMI services se maintient pour sa part sur un niveau élevé à 53,3, un plus haut depuis septembre 2018. Des signaux avant-coureurs de ralentissement, peut-être liés à l'épidémie de coronavirus, sont toutefois apparus et pourraient atténuer la bonne dynamique du début d'année. **Le marché du travail reste bien orienté au mois de janvier.** Le taux de chômage est stable à 3,8% et l'économie continue de créer de l'emploi. La croissance des salaires reste relativement élevée mais poursuit son ralentissement. La croissance des salaires hors bonus atteint 3,2% en décembre, après avoir atteint un pic à 4,0%. En termes réels, elle se stabilise autour de 1,8%. Enfin, du côté des prix, l'inflation accélère nettement en janvier et atteint, sur l'année, 1,8%, contre 1,3% le mois précédent. Cette hausse apparaît liée à l'augmentation des prix de l'énergie (+4,8% sur l'année, après avoir reculé au cours des derniers mois) mais aussi à un raffermissement de l'inflation sous-jacente, qui atteint 1,6%, contre 1,4% le mois précédent.

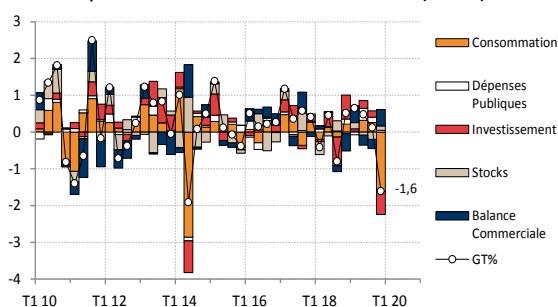
Asie et autres émergents

« La croissance japonaise lourdement affectée par la hausse de la TVA et le typhon Hagibis »

La croissance japonaise sur le quatrième trimestre de l'année 2019 a enregistré sa pire performance depuis 2014, l'activité ayant déjà à l'époque été pénalisée par la précédente hausse du taux de TVA dans le pays (de 5 à 8%), illustrant de nouveau donc **la forte sensibilité des consommateurs à tout mouvement de fiscalité** (hausse de la TVA de 8 à 10%). Avec une contraction de 1,6% sur le trimestre, le PIB affiche désormais une baisse de -0,4% de son niveau relativement à la fin de l'année 2018, contre encore une hausse affichée au troisième trimestre de 1,8%. La croissance annuelle pour 2019 s'établit finalement à 0,8%. Dans le détail, la consommation a donc été le principal facteur récessif sur le trimestre, avec une baisse de -2,9%, les biens durables accusant le recul le plus marqué avec un repli séquentiel de -12,8%. L'investissement a également contribué négativement à la croissance avec un recul de -2,6%, avec des baisses observées autant du côté de la composante résidentielle que pour la composante non résidentielle; le chiffre a été pénalisé à la fois par cette hausse de la TVA

Suivi Macroéconomique

Japon : Contribution à la croissance trimestrielle (volume)



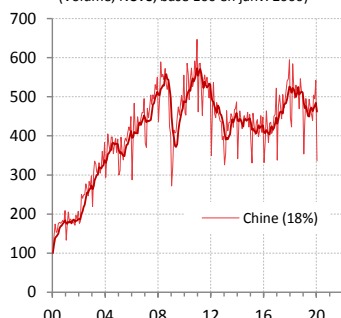
Sources : Cabinet Office, Thomson Reuters, Covéo Finance

mais également par les conséquences sur les chaînes de production du Typhon Hagibis qui a frappé les îles de Shikoku et d'Honshu au début du mois d'octobre. Du côté des échanges extérieurs, la forte baisse des importations, conséquence directe de la correction de la consommation, permet au solde commercial d'afficher une contribution positive à la croissance, qui cache des dynamiques bien moins favorables. Les volumes d'exportations, en poursuivant leur baisse sur le trimestre, ont au global reculé de -1,8% sur l'année 2019 relativement au flux enregistré en 2018.

La publication des données du commerce extérieur pour le mois de janvier n'a d'ailleurs pas montré meilleur visage. En lien avec le nouvel an chinois, le volume d'exportations recule fortement sur le mois de -19,7%. Au-delà de cette volatilité mensuelle, les volumes d'exportations restent en repli de près de -2% sur 12 mois et la tendance

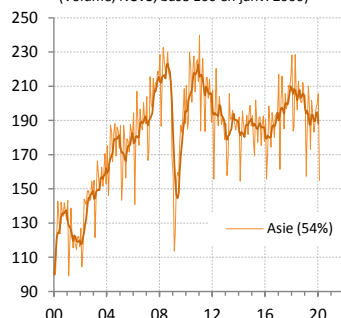
baissière entamée au début de l'année 2018 se confirme. Au-delà de l'Asie, la baisse des exportations japonaises s'observe également vers les Etats-Unis (recul de 8,9%) et vers l'Union Européenne (recul de 5,5%). **Un flux de données globalement négatif donc, dans un contexte d'incertitudes concernant la propagation potentielle du Coronavirus Covid-19 dans l'archipel. Le Japon est à ce jour derrière la Chine et la Corée du sud, le 3ème pays recensant le plus de cas dans le monde (132 au 23/02 selon les chiffres de L'OMS).** Dans cet environnement, la confiance des directeurs d'achat (PMI) est restée faible à 48,8 points, continuant d'indiquer une contraction de l'activité manufacturière dans le pays, depuis maintenant près d'un an.

Japon : Exportations par destination (Volume, NCVS, base 100 en janv. 2000)



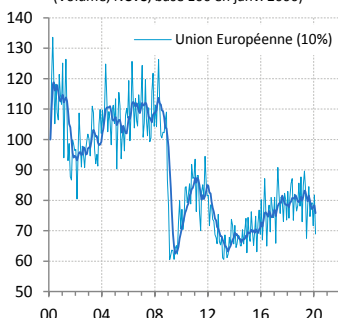
Sources : MoF, Thomson Reuters, Covéo Finance
Les données entre parenthèses représentent les poids de chaque composante dans les exportations totales en 2014

Japon : Exportations par destination (Volume, NCVS, base 100 en janv. 2000)



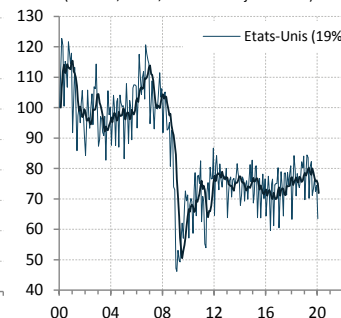
Sources : MoF, Thomson Reuters, Covéo Finance
Les données entre parenthèses représentent les poids de chaque composante dans les exportations totales en 2014

Japon : Exportations par destination (Volume, NCVS, base 100 en janv. 2000)



Sources : MoF, Thomson Reuters, Covéo Finance
Les données entre parenthèses représentent les poids de chaque composante dans les exportations totales en 2014

Japon : Exportations par destination (Volume, NCVS, base 100 en janv. 2000)



Sources : MoF, Thomson Reuters, Covéo Finance
Les données entre parenthèses représentent les poids de chaque composante dans les exportations totales en 2014

Du côté des prix, l'inflation est restée faible pour le mois de janvier 2020, avec une hausse annuelle générale des prix de 0,6%. L'inflation demeure alimentée par la croissance des prix des produits alimentaires (+1,2%), des transports privés (+2,9%) et publics (+2,1%), mais également des loisirs (+2,1%) tandis que la baisse des frais de scolarité d'octobre dernier continue de peser sur la cettte dynamique, avec des prix dans l'éducation en baisse de -7,8%.

En Chine, dans un contexte de ralentissement lié à l'épidémie de coronavirus, la Banque Centrale Chinoise (PBOC) a procédé à un ajustement de ses taux. La PBOC a ainsi diminué son taux de facilité de prêt à moyen terme (MLF), de 3,25% à 3,15%. Elle a également réduit son taux de prêteur de référence (*Loan Prime Rate*), taux les plus avantageux que les banques chinoises peuvent offrir aux entreprises et aux ménages. Le taux à 1 an a été réduit de 4,15% à 4,05%, celui à 5 ans de 4,80% à 4,75. Au mois de janvier, le rythme de progression du stock de crédits des institutions financières s'atténue légèrement, à 12,1% sur l'année. En février, les flux de financement à l'économie chinoise risquent d'être fortement affectés par l'épidémie du coronavirus.

Dans un rapport, l'OCDE alerte sur la progression de la dette obligataire des entreprises. Fin 2019, l'endettement obligataire des entreprises a atteint le niveau record de 13 500 Md\$, porté par un contexte monétaire accommodant. Aussi, la qualité de cette dette s'est détériorée: 51% des obligations d'entreprise ont désormais la notation BBB contre 39% sur la période 2000-07 et la part de la catégorie « spéculative » a atteint 25% du total (+5pp depuis 2010). Parallèlement, les obligations de remboursement progressent avec 4400 Md\$ (32,4% du total des encours) à rembourser ou à refinancer dans les trois ans. De plus, les maturités se sont allongées pour atteindre environ 13 ans en moyenne pour la catégorie « investissement », vulnérabilisant les entreprises endettées aux changements de taux. Cette situation constituerait une fragilité importante dans la perspective d'une potentielle récession.

Tableaux synthétiques

INDICATEURS MACRO		août-19	sept.-19	oct.-19	nov.-19	déc.-19	janv.-20	févr.-20	
Etats-Unis	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	0,3	-0,2	-0,8	-0,5	-0,9	-0,8		
	Dépenses personnelles de consommation (volume, CVS, GA%)	2,5	2,7	2,3	2,4	3,3			
	Créations / Destructions nettes d'emplois (nonfarm payrolls, milliers)	207	208	185	261	147	225		
	Exportations (volume, CVS, GA%)	1,8	-0,7	-0,9	-0,2	1,4			
	Salaires horaires nominaux (valeur, CVS, GA%)	3,5	3,1	3,2	3,3	3,0	3,1		
	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	1,8	1,7	1,8	2,1	2,3	2,5		
Europe	Zone euro	Crédits aux entreprises (Valeur, NCVS, M ds €)	4493,9	4479,4	4496,7	4501,4	4462,5		
		Taux de chômage (%de la population active)	7,5	7,5	7,5	7,5	7,4		
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	1,0	0,8	0,7	1,0	1,3	1,4	
	Allemagne	IFO - Perspectives de Production à 6 mois (indice)	91,4	91,1	91,9	92,3	93,0	93,4	
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	3,4	3,7	1,9	3,2	2,2		
		Commandes à l'industrie (volume, CVS, GA%)	-6,6	-5,1	-5,7	-6,1	-8,6		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-0,6	1,6	2,3	0,1	-0,8		
	France	Banque de France - Climat des affaires (indice)	98,6	95,7	98,2	97,2	96,3	95,9	
		Climat dans le secteur de la construction (indice)	10,3	11,4	13,0	14,2	14,7	14,3	
		Dépenses de consommation - Total (volume, CVS, GA%)	-0,2	0,4	-0,4	1,0	2,0		
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-1,3	0,4	-0,2	0,9	-3,0		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	4,8	1,3	-0,7	2,0	-2,2		
	Italie	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-2,0	-2,3	-2,5	-0,8	-3,8		
		PMI Manufacturier (Indice)	48,7	47,8	47,7	47,6	46,2	48,9	
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	0,4	3,4	4,0	-0,3	1,0		
	Espagne	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	1,1	0,5	-1,5	1,6	0,8		
		PMI Manufacturier (Indice)	48,8	47,7	46,8	47,5	47,4	48,5	
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-3,5	3,2	1,3	1,6	4,1		
	Royaume-Uni	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-2,5	-1,8	-1,6	-2,5	-1,9		
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	2,6	2,8	3,0	0,7	0,9	0,8	
Inflation (prix à la consommation, GA%)		1,7	1,7	1,5	1,5	1,3	1,8		
Asie	Japon	Dépenses de consommation (volume, CVS, GA%)	1,0	10,4	-3,7	-1,4	-3,0		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-7,9	-4,9	-10,2	-7,4	-5,6	-3,3	
		Salaires nominaux (volume, CVS, GA%)	-0,1	0,4	0,0	0,1	-0,2		
	Chine	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,2	0,2	0,2	0,5	0,8	0,7	
		Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	4,4	5,8	4,7	6,2	6,9		
Autres émergents	Brésil	Ventes immobilières résidentielles (volume, GA% moyen depuis le début de l'année)	0,6	1,1	1,5	1,6	1,5		
		Importations (valeur, NCVS, GA%)	-5,5	-8,1	-6,2	0,3	16,2		
	Russie	Production industrielle (volume, CVS, GA%)	-2,2	0,6	1,2	-0,9	-2,2		
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	3,4	2,9	2,5	3,3	4,3	4,2	
		2,7	3,9	3,1	0,7	1,7	1,1		
		4,3	4,0	3,8	3,5	3,0	2,4		

17/10/2019 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

CVS : données corrigées des variations saisonnières, NCVS : données non corrigées des variations saisonnières

Sources : Thomson Reuters, Covéa Finance

Tableaux synthétiques

INDICATEURS DE MARCHES			31/12/19	17/10/19	21/02/20	Variation depuis le 31/12/19 (% ou pbs)*	Variation depuis le 17/10/19 (% ou pbs)*	
Marchés obligataires	Taux directeurs (%)	Fed	1,75	2,00	1,75	0,00	-0,25	
		BCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
		BOE	0,75	0,75	0,75	0,00	0,00	
		BOJ	-0,10	-0,10	-0,10	0,00	0,00	
		Banque de Corée	1,25	1,25	1,25	0,00	0,00	
		Brésil	4,50	5,50	4,25	-0,25	-1,25	
		Russie	6,25	7,00	6,00	-0,25	-1,00	
		Inde	5,15	5,15	5,15	0,00	0,00	
		Chine	4,35	4,35	4,35	0,00	0,00	
		Taux souverains 10 ans (%)	Etats-Unis	1,92	1,75	1,47	-0,45	-0,28
	France OAT		0,12	-0,11	-0,20	-0,32	-0,09	
	Allemagne		-0,19	-0,41	-0,43	-0,25	-0,02	
	Italie		1,41	0,89	0,91	-0,50	0,02	
	Royaume-Uni		0,82	0,68	0,57	-0,25	-0,10	
	Japon		-0,01	-0,15	-0,06	-0,05	0,10	
	Corée du Sud		1,63	1,58	1,45	-0,18	-0,13	
	Brésil		6,72	6,56	6,61	-0,12	0,04	
	Russie	6,28	6,59	5,93	-0,36	-0,66		
	Indice crédit	Indice IBOXX Eur Corporate	237,7	237,8	240,9	1,35	1,30	
Marchés des changes	Contre euro (1 € = ...devises)	Dollar	1,12	1,11	1,09	-3,3	-2,4	
		Sterling	0,85	0,87	0,84	-1,2	-3,4	
		Yen	122,0	120,7	121,3	-0,6	0,4	
	Contre dollar (1\$ = ... devises)	Won	1155	1179	1208	4,6	2,5	
		Real brésilien	4,0	4,2	4,4	9,0	5,2	
		Rouble	62,0	64,2	64,0	3,2	-0,3	
		Roupie indienne	71,2	71,1	71,8	0,8	0,9	
		Yuan	7,0	7,1	7,0	0,9	-0,7	
Marchés actions	Devises locales	Etats-Unis - S&P	3231	2998	3338	3,3	11,3	
		Japon - Nikkei 300	352	331	345	-2,1	4,2	
		France - CAC 40	5978	5673	6030	0,9	6,3	
		Allemagne - DAX	5971	5647	6039	1,1	6,9	
		Zone euro - MSCI EMU	132	127	135	2,5	6,8	
		Royaume-Uni - FTSE 100	7542	7182	7404	-1,8	3,1	
		Corée du Sud - KOSPI	2175	2078	2163	-0,6	4,1	
		Brésil - Bovespa	118573	105016	113681	-4,1	8,3	
		Russie - MICEX	3076	2749	3106	1,0	13,0	
		Inde - SENSEX	41254	39052	41460	0,5	6,2	
		Chine - Shanghai	3050	2977	3040	-0,3	2,1	
		Hong Kong - Hang Seng	28190	26848	27309	-3,1	1,7	
		MSCI - BRIC	1129	1030	1117	-1,0	8,4	
	Euro	S&P (€)				6,8	14,1	
		Nikkei 300 (€)				-1,6	3,8	
		FTSE 100 (€)				-0,7	6,7	
	Matières premières	Agricoles	Mais (centimes de dollar par boisseau)	388	395	377	-2,8	-4,5
			Indice CRB**	402	394	402	0,2	2,0
		Energétiques	Pétrole (Brent, \$ par baril)	66	60	59	-11,4	-2,4
Métaux précieux		Prix de l'once d'Or	1523	1498	1649	8,3	10,0	
		Prix de la tonne de cuivre	6174	5739	5765	-6,6	0,5	

*Variations en points de base (pbs) pour les taux souverains et les taux directeurs

**CRB : Indice des prix de 22 matières premières industrielles (59,1%) et alimentaires (40,9%). Cet indice n'inclut pas les prix de l'énergie.

17/10/2019 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

Sources : Covéa Finance, Bloomberg

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document. Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs de droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribution, l'intégration dans un système d'information ou dans des documents de tous types.